

# Le secteur de l'eau et de l'assainissement au Nigéria

*Moins de 40% des résidents urbains au Nigéria sont approvisionnés en eau par le réseau public, à cause de la faiblesse des infrastructures et d'un modèle financier non viable. De même, la distribution d'eau à Lagos reste plus de trois fois inférieure à la demande. Le secteur fait face aux moyens limités des acteurs publics et à un manque de coordination opéré au niveau fédéral. Face à de telles limites, les bailleurs de fonds notamment multilatéraux, s'impliquent fortement sur l'ensemble des segments. Une réforme est néanmoins en cours afin de mettre en place une structure stable et un modèle économique viable. Le ministère fédéral des Ressources en eau dispose ainsi d'une feuille de route sur la période 2016-2030 qui vise à atteindre une couverture universelle d'ici 2030 avec un plan d'investissements de 688 Mds NGN (environ 2 Mds USD).*

## 1. Le secteur de l'eau fait face à un déficit de services publics et privés

D'après un rapport du PNUD, en 2015, seuls 67% des ménages nigériens avaient un accès à des sources protégées d'eau potable et à peine la moitié de la population à des infrastructures d'assainissement améliorées. Le secteur pâtit de la faiblesse des infrastructures et d'un modèle financier non viable. Le taux de couverture se réduit en moyenne de 1% par an face à l'urbanisation et l'exode rural, sans que les agences fédérées de l'eau – *State Water Agencies (SWAs)* – puissent s'adapter. **Aujourd'hui, moins de 40% des résidents urbains sont approvisionnés en eau par le réseau public, le reste étant fournis par des réseaux privés.** De plus en plus de ménages dépendent de fournisseurs d'eau alternatifs, plus coûteux que le réseau public. Par ailleurs, l'approvisionnement tend à être intermittent (moyenne nationale de 12h/jour au cours des 3 dernières années), seuls les Etats d'Abuja (FCT) et de Cross Rivers étant fournis en eau sans interruption.

Comme souvent, l'Etat de Lagos constitue un cas à part de par son échelle, avec une production d'environ 220 millions de gallons par jour pour une demande estimée 3,5 fois supérieure. Chargée de la gestion de l'eau, placée sous l'autorité directe de l'Etat de Lagos, **la Lagos Water Corporation (LWC) fait face à des problèmes financiers graves liés une faible dotation budgétaire et un sous-investissement chronique.** Le *Water Supply Master Plan* prévoit bien 2,5 Mds USD d'investissements sur la période 2010-2020, pour porter la capacité de production d'eau de l'Etat à 745 millions de gallons par jour et ainsi combler le déficit d'offre d'ici 2020, mais 1,5 Md USD du montant global manque à LWC pour déployer son plan d'investissement. Ce manque de financement pousse l'entité à vouloir développer des PPP. Lagos a une approche dynamique et proactive, la LWC a commencé à contrer le problème de monétisation, notamment par la fourniture de compteurs à la population et un meilleur contrôle de sa chaîne de distribution. A noter également, l'activisme fort de *Water Aid*, ONG anglaise, qui essaye d'appuyer un Master Plan pour la gestion de l'eau et de l'assainissement dans l'Etat de Lagos, celle-ci étant partiellement appuyée par la DFID.

## 2. Le schéma institutionnel est peu coordonné et limite le financement de la filière, déjà faible

Chaque Etat a une structure institutionnelle propre concernant la fourniture des services, la tarification ou encore le recouvrement des coûts, mais leur autonomie est assez limitée du fait de l'impossibilité pour les agences fédérées de l'eau d'assurer le financement des investissements et notamment d'emprunter. **Il n'y a pas de modèle national ni même de mécanisme de transfert de ressources financières fédérales directement aux SWAs.** De plus, le taux de recouvrement des SWAs est d'environ 63% des coûts, impliquant que les Etats fédérés les subventionnent en payant une partie de leurs charges opérationnelles (travail, énergie, produits chimiques). **Face à de telles limites, les bailleurs de fonds notamment multilatéraux s'impliquent fortement dans le secteur sur l'ensemble des segments** de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales (Banque africaine de développement, BAfD), urbaines (Banque mondiale et BAfD) voire dans les deux (UNICEF sur financement DFID ou encore USAID)<sup>1</sup>.

**Néanmoins, ces initiatives très localisées ne peuvent pas suffire et le pays devra fortement investir pour répondre aux besoins de la population.** Le niveau d'investissement dans le secteur est considéré insuffisant ; ainsi, d'après l'initiative UN-Water de l'OMS, le Nigéria aurait consacré 602 M USD à l'eau et

<sup>1</sup> Exemples de certains engagements des bailleurs de fonds : interventions de la BAfD dans les Etats d'Osun et Yobe (46 M EUR), dans les Etats d'Oyo et Taraba (49,4 M EUR), dans l'Etat de Rivers (112,3 M EUR), dans l'Etat de Kaduna (56,7 M EUR) ; prêt de la Banque mondiale (250 M USD) pour le 3<sup>ème</sup> projet de réforme du secteur de l'eau potable urbaine (NUWSRP III) ; interventions de l'UNICEF pour la phase II du programme SHAWN (Sanitation, Hygiene & Water) financée par le gouvernement fédéral et la DFID (92,6 M GBP) dans les Etats de Bauchi, Benue, Jigawa, Katsina, Kaduna et Jamboua et dans le cadre du programme WSSSPR (Water Supply and Sanitation Sector Reform) financé par la Commission Européenne (80 M EUR pour la phase II (soutien au niveau fédéral et dans les Etats d'Anambra, Cross River, Jigawa, Kano, Osun and Yobe) et 40 M EUR pour la phase III (dans les Etats d'Adamawa, Ekiti et Plateau)).

l'assainissement en 2016, soit 3 USD par habitant contre une moyenne de 63 USD par habitant en Afrique du Sud pour la même période. Si la tendance actuelle continue, d'ici une décennie, moins d'un tiers de la population urbaine recevra de l'eau du réseau public. **D'après la Banque mondiale, le Nigéria devrait investir 6 Mds USD au cours de la prochaine décennie pour garantir un accès universel à l'eau pour toute la population.** L'objectif moins ambitieux de connecter tous les résidents urbains se ferait au coût de 2,9 Mds USD et nécessiterait la construction de 20 à 30 usines de traitement d'eau et de plus de 100 000 km de conduites.

### 3. La filière cherche à se structurer et à évoluer vers de nouveaux modèles

**Bien que ce secteur soit encore fortement dépendant des pouvoirs publics, une réforme est en cours,** portée par le gouvernement fédéral, les institutions publiques locales mais aussi les bailleurs de fonds. Cette transition vise à déboucher sur des agences financièrement plus viables, mieux dotées en infrastructures et mieux gérées, pouvant à terme être un terrain viable pour des partenariats avec le privé. Aussi, **le ministère fédéral des Ressources en eau dispose d'une feuille de route pour le secteur sur la période 2016-2030 qui vise à atteindre une couverture universelle d'ici 2030.** A cette fin, sont planifiés des investissements à hauteur de 688 Mds NGN (environ 2 Mds USD) pour la fourniture d'eau et l'assainissement, impliquant un mix de financement avec l'ensemble des parties prenantes (gouvernement fédéral, Etats fédérés, localités, secteur privé, bailleurs de fonds et communautés)<sup>2</sup>. Néanmoins, ces investissements publics risquent d'être insuffisants pour remédier au problème structurel de la non-viabilité financière de la filière, sans une réforme de fonds en termes de gouvernance voire sans développement d'autres modèles économiques.

**De nouveaux modèles restent donc à explorer et sont déjà à l'essai dans certains Etats.** Certaines SWAs, comme celles de Lagos et d'Abuja, transformées en entreprise publique, ont obtenu davantage d'autonomie. Pour beaucoup d'autres SWAs, les Etats fédérés ont étendu leur soutien financier pour couvrir les dépenses d'investissements et une part croissante des coûts opérationnels. Par ailleurs, **les partenariats publics-privés (PPP) sont souvent présentés comme des formes de financement alternatif, tant par les institutions financières internationales que par le gouvernement fédéral.** Cependant, force est de constater qu'il n'y a jamais encore eu de concession, de contrat de crédit-bail ou de gestion obtenues par les multinationales du secteur ; seuls des contrats de construction simple et non des BOT (*Built-Operate-Transfer*) ont été relevés. Les tentatives successives en 1999 et 2015 de la Société financière internationale de mettre en place un partenariat public-privé pour l'approvisionnement en eau dans l'Etat de Lagos, sous la forme d'une concession de long terme, se sont soldées par des échecs. Cependant, des tentatives pourraient aboutir prochainement comme le PPP de l'Etat de Lagos pour la 2<sup>ème</sup> phase de la création d'un réseau de distribution d'eau et d'exploitation pour la nouvelle station de traitement d'Adiyan, d'une capacité de 70 M de gallons par jour.

---

<sup>2</sup> Mix de financement reposant pour les projets de fourniture d'eau : 20% sur les fonds fédéraux, 20% sur les Etats fédérés, 10% sur les zones de gouvernement local (LGA), 5% sur le secteur privé, 40% sur les institutions de développement et 5% sur les communautés. Pour les projets d'assainissement : 20% sur ressources fédérales, 20% par les Etats fédérés, 10% par les zones de gouvernement local, 20% par le secteur privé, 25% par les institutions de développement et 5% par les communautés.